

Nouvelle proposition de lettre de cadrage BEL 2021 : *La France et l'Afrique, 1830-1962*

Il convient de rappeler, en préambule, que ce sujet résulte du réaménagement des programmes du concours de la BEL 2021, à la suite de la crise du COVID-19 ; le libellé proposé s'inspire donc de l'épreuve de la BEL 2017 inscrite dans la question d'histoire de France, dans le cadre des alternances entre sujet d'histoire de France et sujet d'histoire mondiale prévue par le concours.

Les relations entre la France et l'Afrique de 1830 à 1962 (soit de la conquête à la l'indépendance de l'Algérie) interrogent la construction politique, sociale, économique, culturelle et idéologique du fait colonial français en Afrique de manière polysémique. Par Afrique, sont entendus les territoires du continent africain et de l'océan Indien. Un effort tout particulier doit porter, tout au long de la période, sur la déconstruction du regard du colonisateur et de l'appareil politico-institutionnel colonial, pour en porter la critique et observer d'autres dynamiques sociales et politiques.

Le XIX^e siècle est à la fois le moment de la conquête coloniale dans un contexte de rivalités impérialistes accrues (course au clocher, Fachoda, crises d'Agadir et de Tanger) et de la constitution d'un lobby colonial, dans les sphères économiques, militaires et politiques (parti colonial, capitalisme colonial). Le projet colonial français se fonde sur l'exploitation des hommes et des ressources en Afrique, avec la mise en place d'une économie spécifique (travail forcé et régime de l'Indigénat), et d'une idéologie fondée sur la racialisation des populations – avec des déclinaisons racistes – et leur ethnicisation – dans un double dessein de connaissance et d'instrumentalisation des différences. La part des violences militaires (guerres de conquêtes et expéditions punitives telles que la colonne Voulet-Chanoine 1899), sociales et économiques (à l'image du scandale des concessions équatoriales), ainsi que symbolique (comme le pillage de trésors royaux à Abomey), ou encore environnementales (transformation des paysages par l'introduction de la vigne ou de monocultures d'exportation, appropriation des forêts sous couvert de protection, chasse et trafics en tous genres) doit occuper une place centrale dans la compréhension de cette économie politique.

La Troisième République constitue un moment d'acmé de la construction de la culture coloniale française. Elle prend forme dans la constitution d'une administration coloniale, tant en métropole qu'en Afrique, sous plusieurs formes (à l'image du ministère des Colonies, de l'École coloniale, des gouvernements généraux d'AOF et d'AEF, des cercles coloniaux, etc.). Elle s'incarne également dans l'avènement d'une culture impériale dont l'exposition coloniale de 1931 se veut être l'apogée. La France entend présenter son rapport spécifique – mais aussi contesté – au modèle colonial que la République développe au regard des autres puissances impériales. Le culte de la « mission civilisatrice » constitue l'argument républicain pour légitimer le projet colonial à travers une imagerie et un imaginaire coloniaux officiellement colportés (figure de l'explorateur, de l'officier des troupes coloniales, cartes de l'empire, etc.) et relayés dans la culture populaire. De Tarascon à Morterolles, l'Afrique s'ancre dans les références des Français. Sur le terrain, dans les villes d'Afrique du Nord en particulier, se développe une société coloniale, amalgamant diverses populations européennes, consciente de sa spécificité, jalouse de ses privilèges politiques et inquiète pour sa sécurité.

L'appel à l'Afrique par la République pour mener ses deux guerres mondiales constitue un fait majeur dans les relations entre la métropole et ses colonies africaines. De nouvelles relations se tissent à travers ces épreuves. Dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, alors que la France poursuit son programme colonial, apparaissent différentes contestations, en métropole autant que dans les colonies au Maghreb, en Afrique subsaharienne comme à

Madagascar. Ces mouvements peuvent prendre différentes formes (insurrections comme dans le Rif, refus de l'ordre socio-économique colonial, création de partis politiques, mobilisations populaires, etc.). Les contestations politiques et intellectuelles se multiplient et s'organisent. Elles prennent plusieurs formes mais trouvent comme dénominateur commun la remise en cause des catégorisations sociales par l'administration coloniale : la première fracture réside dans les rapports asymétriques entre citoyens et sujets français en Afrique. Émergent ainsi, de l'Entre-deux-guerres aux années 1950, des dynamiques sociopolitiques portées par de nouvelles élites nées de la colonisation (à l'image des instituteurs africains et des institutrices africaines, d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale, ou de syndicalistes du secteur privé comme du secteur public).

Dans les années 1940-1950, s'engage une tension entre la réforme de l'Empire colonial en Afrique (l'Union française et ses paradoxes, l'éphémère Communauté) et les dynamiques anticoloniales tant sur le continent (à l'image du Rassemblement démocratique africain) qu'en métropole (poids des députés africains à l'Assemblée). C'est dans ces circonstances que se pose le débat sur les revendications de décolonisation et d'indépendance. Le sujet ne doit pas ignorer les violentes répressions coloniales (Sétif, Madagascar, Côte d'Ivoire et au-delà) ni les guerres coloniales (Algérie, Cameroun) qui occupent le devant de la scène de la décolonisation de l'Afrique.

Il convient donc de dépasser une lecture politico-institutionnelle de la période envisagée (1830-1962) pour envisager le sujet sous ses dimensions sociales, économiques, culturelles et politiques.

Indications bibliographiques

Usuels

- Meyer, Jean, Tarrade, Jean, Rey-Goldzeguier, Anne et Thobie, Jacques, *Histoire de la France coloniale des origines à 1914*, Paris, Armand Colin, 2016.
- Ageron, Charles-Robert, Coquery-Vidrovitch, Catherine, Meynier, Gilbert et Thobie, Jacques, *Histoire de la France coloniale 1914-1990*, Paris, Armand Colin, 2016.
- Bertrand, Romain, *Colonisation. Une autre histoire*, La Documentation photographique, Paris, 2016.
- Dorigny, Marcel, Klein, Jean-François, Peyroulou, Jean-Pierre, Singaravélou, Pierre et Suremain (de), Marie-Albane, *Grand atlas des Empires coloniaux XV^e-XXI^e siècle*, Paris, Autrement, 2019.
- Surun, Isabelle (dir.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires 1850-1960*, Paris, Atlande, 2012.

Références

- Bat, Jean-Pierre et Courtin, Nicolas (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar XIX^e et XX^e siècle*, Rennes, PUR, 2012.
- Bouchène, Abderrahmane, Peyroulou, Jean-Pierre, Tengour, Ouanassa Siari et Thénault, Sylvie (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962*, Paris-Alger, La Découverte-Barzakh, 2012.
- Cooper, Frederick, *L'Afrique dans le monde. Capitalisme, empire, État-nation*, Paris, Payot, 2015.
- Jennings, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- Rivet, Daniel, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 2009.
- Shanguhya, Martin et Falola, Toyin (dir.), *The Palgrave Handbook of African Colonial and Postcolonial History*, New-York, Palgrave Mc Millan, 2018.
- Singaravélou, Pierre (dir.), *Les Empires coloniaux. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.
- Thomas, Martin (dir.), *The French Colonial Mind: Mental Maps of Empire and Colonial Encounters*, 2 vols. Lincoln, Nebraska University Press, 2011.